



Fédération québécoise
des coopératives forestières

La récolte de la biomasse forestière Excellente occasion de développement

De nombreux facteurs contribuent actuellement à la valorisation de la biomasse forestière pour son utilisation à des fins énergétiques. Voilà une intéressante avenue de développement à saisir pour les coopératives forestières et pour les régions forestières afin de maximiser les retombées locales de ce nouveau marché.

Une bouffée d'air frais

Les 18 et 19 avril derniers se tenait à Val d'Or un symposium sur la valorisation de la biomasse forestière et des résidus de transformation. Les organisateurs de cet événement (le Q-WEB et les CRÉ de la Baie-james, de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais) ont réussi un grand coup. D'abord, le niveau de participation a été exceptionnel avec plus de 300 personnes issues de différents secteurs d'activités et venues de toutes les régions du Québec. Ensuite, les nombreuses perspectives de développement présentées tout au long du symposium ont induit un vent de fraîcheur et d'énergie nouvelle sur un secteur d'activités et sur des représentants régionaux qui en ont excessivement besoin.

Ressource énergétique et réponse aux émissions de GES

La sécurité énergétique est devenue une préoccupation de première importance pour de nombreux pays dans le monde. Confronté à une nouvelle réalité où le moindre soubresaut (ton belliqueux de certains dirigeants de pays producteurs, annonce de grand froid ou d'ouragan, bris de raffineries, etc.) fait bondir le prix du pétrole, plusieurs pays cherchent actuellement à en diminuer leur dépendance. De plus, les ressources pétrolières étant non renouvelables et l'épuisement des réserves mesurable, les sociétés industrialisées entrevoient maintenant la fin du pétrole bon marché.

Par ailleurs, la consommation des énergies non renouvelables (pétrole, charbon, sable bitumineux) accentue la problématique des émissions de gaz à effet de serre (GES) et éloigne les pays signataires du protocole de Kyoto de leurs objectifs de réduction des émissions. Or, l'utilisation de la biomasse forestière à des fins énergétiques offrirait un bilan de carbone neutre, étant donné que les émissions associées à la combustion seraient équivalentes à la captation de carbone des végétaux pour produire la biomasse.

Le virage vert, un choix politique

Des conférenciers de Belgique, du Danemark et d'Autriche ont tous souligné l'impact des décisions politiques de nombreux pays d'Europe dans le développement très rapide de l'utilisation de la biomasse forestière à des fins énergétiques. La hausse des prix de l'électricité, la taxation des produits pétroliers, l'obligation pour des

centrales thermiques (alimenter en biomasse) d'utiliser leur rejet de vapeur pour chauffer des bâtiments ou encore la décision de la Suède d'être totalement indépendante des produits pétroliers à partir de 2020 sont autant de mesures prises par les gouvernements pour favoriser ou forcer le virage vers le développement des énergies renouvelables, la diminution des émissions des gaz à effet de serre et l'autonomie énergétique. Même les États-Unis annonçaient récemment un important programme de production d'éthanol pour réduire leur dépendance énergétique.

Le gouvernement du Québec fait aussi des pas dans cette direction. Il y a un an environ, le gouvernement dévoilait sa stratégie énergétique 2006-2015 où, entre autres, il établissait que d'ici 2012, l'essence utilisée au Québec devra atteindre un contenu d'éthanol de 5 % soit 400 millions de litres par année. De plus, pour des raisons environnementales et énergétiques, le gouvernement a choisi la filière des résidus forestiers plutôt que celle du maïs-grain. Ce type de décision a un impact direct sur la valorisation de la biomasse forestière. D'autres décisions pourraient contribuer à accélérer l'utilisation de la biomasse forestière. La hausse des tarifs d'électricité a fréquemment été soulevée par les participants. De même, l'achat par Hydro-Québec d'électricité produite par cogénération à des tarifs compétitifs avec l'éolien, la taxation des produits ou de certains produits pétroliers, l'aide financière à l'installation de chaufferie à la biomasse dans les grands édifices publics ou encore l'aide financière à la conversion des fournaies à l'huile aux fournaies aux granules de bois sont autant de possibilités d'influer sur le développement d'une filière dont la ressource est abondante, locale, renouvelable et verte.

Un marché en effervescence

Le taux d'utilisation des résidus de l'industrie de la transformation du bois (écorce, sciure et raboture) est pratiquement de 100 % actuellement. La fermeture de nombreuses scieries provoquent même des pénuries dans certaines régions. Ces produits sont convoités par de nombreux utilisateurs dont l'industrie du panneaux, les producteurs de bûches ou de granules de bois (actuellement un marché d'exportation en croissance), les producteurs de litières animales, les chaufferies (séchoirs ou autres) et l'industrie de la cogénération. Cette situation a déjà eu un effet sur la valeur de ces sous-produits des usines de sciage. C'est dans ce contexte que se manifeste un intérêt croissant de ces utilisateurs envers la biomasse forestière. Un travailleur d'une coopérative forestière me signalait récemment qu'il avait fait une tournée de chantiers avec l'un de ces utilisateurs afin de récupérer les déchets des aires d'ébranchage des dernières années. Un autre indiquait qu'on récupérerait actuellement de vieux amoncellements d'écorces accumulés depuis un certain nombre d'années alors qu'il n'y avait pas de marché pour cette biomasse. À très court terme, il faudra récupérer les résidus de coupes forestières pour subvenir aux besoins de ces utilisateurs.

L'offre et la demande

Selon les données présentées par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, la production annuelle de biomasse forestière en forêt publique et privée serait de l'ordre de 4 millions de tonnes métriques anhydres (TMA). Ce volume pourrait être augmenté à l'aide de plantation énergétique.

Pour ce qui est de la demande, il semble bien qu'elle proviendra d'abord du secteur traditionnel tel que mentionné précédemment. Ce secteur a consommé en 2005 plus de 6 M TMA de résidus de transformation, ses besoins sont grandissants et il n'y a plus de résidus disponibles. Pour imaginer, disons qu'une hausse de 15 % de leur production nécessiterait la récupération de ± 1 M TMA /an de biomasse forestière.

À cette demande s'ajoutera la demande pour l'éthanol (400 M litres/an) qui requerra ± 1 M TMA de biomasse par an. Parallèlement, il apparaît qu'avec la hausse des coûts de l'énergie, la biomasse, dont la production d'énergie thermique (chauffage des bâtiments) serait l'utilisation la plus efficace, pourrait remplacer avantageusement les systèmes de chauffage d'édifices publics ou commerciaux particulièrement en régions puisque les coûts de transport seraient minimisés. Une évaluation faite par un représentant d'Hydro-Québec permet de constater que quelques millions de TMA de biomasse forestière annuellement pourraient être utilisées à cette fin tout en réalisant des économies en coût de chauffage, en diminuant notre dépendance énergétique et nos émissions de GES de même qu'en augmentant les retombées économiques locales. Pour Hydro-Québec, cela aurait aussi l'immense avantage de diminuer la demande de puissance en période de pointe (grand froid hivernal).

On constate donc que la bioénergie ouvre de nouveaux horizons pour l'utilisation de la ressource forestière. Lors du symposium, on apprenait qu'en 2010, on prévoit que 20 % des revenus de l'industrie forestière finlandaise proviendront de la bioénergie. Là-bas, la récolte de la biomasse se fait déjà à grande échelle allant même jusqu'à la récolte des souches. Au Vermont, 10 % des écoles publiques sont chauffées avec de la biomasse. On économise ainsi 1,7 millions de litres d'huile par année tout en stimulant une économie locale. Ces simples exemples démontrent que la bioénergie peut sûrement être une importante avenue de développement des régions forestières. Dans le contexte actuel, il apparaît que cette excellente occasion de développement doit être saisie.

Eugène Gagné, ing.f.

Coordonnateur de projet FQCF